

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 2005-2006

3 FÉVRIER 2006

RÉVISION DE LA CONSTITUTION

Révision de la Constitution, en vue d'y insérer un article nouveau dans un nouveau titre *1^{er} bis*, relatif au développement durable comme objectif de politique générale

(Déclaration du pouvoir législatif, voir le «*Moniteur belge*» n° 128, deuxième édition, du 10 avril 2003)

Proposition visant à insérer dans la Constitution un titre *1^{er} bis* et un article *7bis* en vue d'y inscrire le développement durable comme objectif pour l'État, les communautés et les régions

(Déposée par M. Bart Martens et Mme Fauzaya Talhaoui)

DÉVELOPPEMENTS

1. Introduction

La présente proposition de révision de la Constitution vise à y inscrire le développement durable comme objectif de la politique de l'État, des communautés, des régions, des provinces et des communes.

Conformément à la déclaration de révision de la Constitution du 10 avril 2003, le développement durable peut être inscrit comme objectif de politique générale dans la Constitution sous la forme d'un

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 2005-2006

3 FEBRUARI 2006

HERZIENING VAN DE GRONDWET

Herziening van de Grondwet, om een nieuw artikel in een nieuwe titel *Ibis* in te voegen, betreffende de duurzame ontwikkeling als algemene beleidsdoelstelling

(Verklaring van de wetgevende macht, zie *Belgisch Staatsblad* nr. 128, tweede uitgave, van 10 april 2003)

Voorstel tot invoeging van een titel *Ibis* en een artikel *7bis* om duurzame ontwikkeling als doelstelling voor de Staat, de gemeenschappen en de gewesten in te schrijven in de Grondwet

(Ingediend door de heer Bart Martens en mevrouw Fauzaya Talhaoui)

TOELICHTING

1. Inleiding

Dit voorstel van herziening van de Grondwet strekt ertoe duurzame ontwikkeling in te schrijven in de Grondwet als doelstelling van het beleid van de Staat, de gemeenschappen, de gewesten, de provincies en de gemeenten.

Overeenkomstig de verklaring tot herziening van de Grondwet van 10 april 2003 kan duurzame ontwikkeling als doelstelling van het algemeen beleid worden opgenomen als titel *Ibis* (artikel *7bis*) van de Grond-

titre 1^{er} *bis* nouveau contenant un article 7*bis*. Comme le développement durable est un objectif de la politique menée par l'État, les communautés, les régions, les provinces et les communes, plutôt qu'un droit social du citoyen, il n'a pas été inscrit à l'article 23 de la Constitution, qui énumère les droits fondamentaux. Le développement durable est un objectif de politique. Il vise à la sauvegarde des droits des générations à venir qui ne sont pas parties au « contrat social » incarné par la Constitution. Plusieurs pays (la Suisse, la Pologne, l'Afrique du Sud, la Thaïlande, le Qatar, le Timor Oriental) ont mis à profit une récente révision de leur Constitution pour y inscrire le développement durable. D'autres pays (l'Allemagne, l'Estonie, la Norvège, le Malawi, la Namibie) sont en train d'examiner la question. L'Union européenne a inscrit elle aussi le développement durable dans son projet de Traité d'octobre 2004 établissant une Constitution pour l'Europe.

2. Contexte historique

Dès les années 70, des scientifiques se sont rendu compte qu'à politique inchangée, le développement industriel et économique prôné et mis en œuvre à l'époque était socialement et écologiquement non soutenable (1). Les Nations unies se sont emparées de cette problématique et ont créé une Commission mondiale sur l'environnement et le développement chargée de faire rapport sur la question. Cela a conduit en 1987, sous la présidence de Mme Gro Harlem Brundtland, à la rédaction d'un rapport dit « rapport Brundtland » (*Our Common Future* — Notre avenir à tous (2)), qui définit le développement durable comme le développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs. Selon Mme Brundtland, les problèmes environnementaux et la pauvreté dans le monde sont liés et doivent faire l'objet d'une approche intégrée.

En 1992, les Nations unies ont organisé à Rio de Janeiro (Brésil) la conférence sur l'environnement et le développement (CNUED) (3). Ce fut la plus grande conférence du vingtième siècle. Des représentants de plus de 170 gouvernements, des scientifiques, des représentants d'ONG et d'organisations de base s'y sont penchés sur l'avenir de la planète. Les documents finaux de cette conférence demeurent aujourd'hui encore d'importants documents de référence pour l'élaboration d'une politique axée sur le développe-

(1) Déclaration de la Conférence des Nations unies sur l'environnement, adoptée à Stockholm le 16 juin 1972.

(2) Brundtland, G. (éd.), (1987), « Notre avenir à tous : la Commission mondiale sur l'environnement et le développement », Montréal, Éd. Du fleuve, 1988.

(3) Conférence des Nations unies sur l'environnement et le développement.

wet. Omdat duurzame ontwikkeling eerder een doelstelling van het beleid is zoals gevoerd door de Staat, de gemeenschappen en de gewesten, de provincies en de gemeenten dan een sociaal recht van de burger, werd het niet opgenomen in artikel 23 van de Grondwet, dat de grondrechten opsomt. Duurzame ontwikkeling is een beleidsdoelstelling. Duurzame ontwikkeling betekent een vrijwaring van de rechten van generaties die nog niet werden geboren en dus geen partij zijn in het « sociaal contract » dat de Grondwet is. In een aantal landen met een recente grondwetsherziening (Zwitserland, Polen, Zuid-Afrika, Thailand, Qatar, Oost-Timor) werd duurzame ontwikkeling reeds ingeschreven. In andere landen (Duitsland, Estland, Noorwegen, Malawi, Namibië) is de discussie aan de gang. Ook de Europese Unie nam duurzame ontwikkeling op in haar voorstel van Grondwetgevend Verdrag van oktober 2004.

2. Historische context

Reeds in de jaren '70 groeide bij wetenschappers het besef dat de economische en industriële ontwikkeling zoals zij in die tijd plaatsvond en werd nagestreefd, maatschappelijk en ecologisch niet houdbaar is bij ongewijzigd beleid (1). De Verenigde Naties boog zich over de problematiek en riep de World Commission for Environment and Development in het leven die over het probleem moest rapporteren. Dit resulteerde in 1987 in het zogenaamde Brundtland-rapport (*Our Common Future* (2)), onder voorzitterschap van Gro Harlem Brundtland. In het rapport werd duurzame ontwikkeling gedefinieerd als een ontwikkeling die tegemoet komt aan de behoeften van het heden zonder de behoeftevoorziening van de toekomstige generaties in het gedrang te brengen. Milieuproblemen en armoede in de wereld staan volgens Brundtland met elkaar in verband en moeten op een geïntegreerde manier worden aangepakt.

In 1992 organiseerden de Verenigde Naties de UNCED-conferentie over milieu en ontwikkeling in Rio de Janeiro (Brazilië) (3). Het werd de grootste conferentie van de twintigste eeuw. Afgevaardigden van meer dan 170 regeringen, wetenschappers, vertegenwoordigers van NGO's en basisorganisaties bogen zich over de toekomst van de wereld. De slotdocumenten van de UNCED-conferentie zijn nog steeds belangrijke referenties voor het uitwerken van een beleid gericht op duurzame ontwikkeling. Een alge-

(1) *United Nations Conference on the Human Environment, adopted at Stockholm on 16 June 1972.*

(2) Brundtland, G. (ed.), (1987), « *Our common future: The World Commission on Environment and Development* », Oxford, Oxford University Press.

(3) *United Nations Conference on Environment and Development.*

ment durable. Un plan d'action global pour le développement durable a été fixé dans le programme « Action 21 » (1). Il se décline en 40 chapitres et 2500 recommandations et s'articule autour de quatre pôles majeurs: la croissance économique, la protection sociale, l'environnement et l'aspect institutionnel (démocratique). Après Rio de Janeiro, il y a eu d'autres conférences au cours desquelles le concept du développement durable a été approfondi et certains de ses aspects ont été finalisés. Des conventions ont été conclues sur la protection de la biodiversité (2), la lutte contre la désertification (3), la protection des forêts et la lutte contre les changements climatiques (Protocole de Kyoto (4)).

Dix ans après la CNUED de Rio de Janeiro, s'est tenu, à Johannesburg, le sommet mondial pour le développement durable. L'engagement en faveur d'un développement durable y a été confirmé. Il a en outre été convenu de s'attacher davantage encore à la mise en pratique du développement durable. Il a été décidé, à cet effet, que les pays participants élaboreraient à l'horizon 2005 une stratégie nationale en matière de développement durable.

Depuis la Conférence de Rio de Janeiro, la notion de « développement durable » a aussi trouvé un écho favorable dans notre pays et les principes qui la fondent bénéficient d'un large consensus social. La politique belge en la matière a pris forme notamment par la loi du 5 mai 1997 relative à la coordination de la politique fédérale de développement durable.

L'Union européenne a elle aussi développé une stratégie européenne en matière de développement durable. Le Conseil européen de Göteborg (2001) a décidé d'élaborer une stratégie européenne globale. Le développement durable a également été inscrit comme objectif dans le Traité établissant une Constitution pour l'Europe, signé par les chefs d'État ou de gouvernement et par les ministres des Affaires étrangères des vingt-cinq États membres de l'Union européenne, le 29 avril 2004.

3. Maîtres-mots

Comme les générations futures ne sont pas en mesure de faire valoir leurs droits à un monde viable, les générations actuelles doivent prendre à cet égard un engagement fort en sauvegardant les perspectives de développement des générations suivantes. Cela vaut aussi pour les possibilités de développement et

(1) Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement, 3-14 juin 1992, Rio de Janeiro.

(2) Convention sur la biodiversité, 1992.

(3) Convention de lutte contre la désertification, 1994.

(4) Troisième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques, Kyoto, 11 décembre 1997.

meen actieplan voor duurzame ontwikkeling werd vastgelegd in de zogenaamde « Agenda 21 » (1). Deze bestaat uit veertig hoofdstukken en tweeduizend vijfhonderd aanbevelingen en bevat vier centrale rode draden: de economische groei, de sociale bescherming, het leefmilieu en het institutionele (democratische) aspect. Na Rio de Janeiro hebben bijkomende conferenties het concept « duurzame ontwikkeling » verder ontwikkeld of deelaspecten ervan ingevuld. Zo werden verdragen afgesloten ter bescherming van de biodiversiteit (2), het tegengaan van desertificatie (3), de bescherming van wouden en het tegengaan van klimaatverandering (Protocol van Kyoto (4)).

Tien jaar na de UNCED-conferentie in Rio de Janeiro werd in Johannesburg de *World Summit on Sustainable Development* gehouden. Het engagement voor duurzame ontwikkeling werd er herbevestigd. De afspraak was voortaan nog meer te focussen op het in praktijk brengen van duurzame ontwikkeling. Daarom werd overeengekomen dat de deelnemende landen tegen 2005 werk zouden maken van een nationale strategie inzake duurzame ontwikkeling.

Sinds de Conferentie van Rio de Janeiro heeft het begrip « duurzame ontwikkeling » ook in ons land ruim ingang gevonden en kunnen de principes rekenen op een grote maatschappelijke consensus. In België werd het beleid onder meer vorm gegeven door de wet van 5 mei 1997 betreffende de coördinatie van het federale beleid inzake duurzame ontwikkeling.

Ook de Europese Unie ontwikkelde een Europese strategie inzake duurzame ontwikkeling. Op de Europese Raad te Göteborg (2001) werd besloten een alomvattende Europese strategie op te stellen. Duurzame ontwikkeling werd eveneens als doelstelling ingeschreven in het Verdrag tot vaststelling van een Grondwet voor Europa, ondertekend door de staatshoofden of regeringsleiders en de ministers van Buitenlandse Zaken van de vijftienvijf lidstaten van de Europese Unie op 29 april 2004.

3. Kernbegrippen

Aangezien de toekomstige generaties geen rechten op een leefbare wereld kunnen afdwingen, moeten de huidige generaties ter zake een sterk engagement aangaan door de ontwikkelingskansen voor de volgende generaties te vrijwaren. Hetzelfde geldt voor de ontwikkelingskansen en levensvoorwaarden van men-

(1) *Rio Declaration on Environment and Development*, 3-14 juni 1992, Rio de Janeiro.

(2) *Convention on Biodiversity*, 1992.

(3) *Convention to Combat Desertification*, 1994.

(4) Derde zitting van de Conferentie van de Partijen van het Raamverdrag van de Verenigde Naties inzake Klimaatverandering, Kyoto, 11 december 1997.

les conditions de vie des citoyens d'autres pays ou continents, que peut influencer la politique de l'un ou l'autre État-nation, qui ne reconnaît à ces citoyens la jouissance d'aucun droit démocratique. Voilà pourquoi il faut que notre Constitution consacre l'engagement de sauvegarder les possibilités de développement des générations futures et celles des autres nations du monde. Notre pays lance ainsi un signal fort au niveau international, ce qui lui permettra de donner plus de poids aux engagements en matière de développement durable qu'il prendra à l'occasion de conférences internationales et dans des traités internationaux. La Belgique rejoindra le groupe des États qui ont déjà inscrit le développement durable dans leur Constitution ainsi que l'Union européenne, qui a fait de même à la faveur du Traité de Nice et du projet de Traité établissant une Constitution pour l'Europe.

Les maîtres-mots du développement durable sont une solidarité et une responsabilité accrues, à la fois dans l'espace (le monde entier) et dans le temps (entre les générations actuelles et celles du futur). Les autorités doivent par conséquent, dans leur politique (tant intérieure qu'extérieure), se garder d'hypothéquer les droits au développement des autres habitants de la planète, et sauvegarder les droits des générations futures.

Elles doivent, pour ce faire, tenir compte de la capacité d'absorption de la Terre et de ses ressources naturelles. Celles-ci doivent être utilisées le plus efficacement possible dans des schémas de production et de consommation durables et être réparties équitablement dans le monde entier.

Chaque décision économique doit être évaluée à l'aune de ses répercussions à l'échelle planétaire sur l'environnement et sur les besoins des générations futures. Par « besoins », il faut entendre les « besoins essentiels ». Les différentes nations qui peuplent la Terre dépendent économiquement et écologiquement les unes des autres. Les décisions que prennent les autorités belges et qui ont des répercussions sur l'utilisation des ressources naturelles et sur l'environnement, peuvent avoir des conséquences significatives pour les conditions de vie et les possibilités de développement du reste du monde.

La politique extérieure de l'État, des régions et des communautés doit dès lors être axée sur la coopération internationale avec d'autres nations et avec des organisations internationales, en vue d'un développement durable.

Pour qu'un développement soit durable, il doit reposer sur une utilisation responsable et efficiente des ressources naturelles et sur une répartition socialement équitable de la richesse créée afin de pouvoir satisfaire au maximum, ici comme ailleurs, aujourd'hui comme demain, les besoins essentiels de tous les citoyens du monde. Cela suppose des schémas de production et de

sen in andere landen of continenten die door het beleid van een bepaalde natiestaat — waarin zij geen democratische rechten genieten — kunnen worden beïnvloed. De verankering van het engagement tot vrijwaring van de intergenerationele en internationale ontwikkelingsmogelijkheden in de Grondwet moet hieraan tegemoet komen. Tevens geeft ons land hiermee een belangrijk signaal op het internationale vlak en zet het onze engagementen inzake duurzame ontwikkeling op internationale conferenties en in internationale verdragen kracht bij. België schaart zich bij de groep van landen die duurzame ontwikkeling reeds opnamen in hun Grondwet en bij de Europese Unie die hetzelfde deed in het Verdrag van Nice en het voorstel van Europees Grondwettelijk Verdrag.

Kernbegrip bij duurzame ontwikkeling is een doorgedreven solidariteit en verantwoordelijkheid in de ruimte (over de gehele wereld) en in de tijd (tussen de huidige en toekomstige generaties). Dit heeft als gevolg dat de overheid in haar beleid (zowel in haar binnenlands beleid als in haar buitenlands beleid) de rechten op ontwikkeling van andere bewoners van de aarde niet in het gedrang mag brengen, alsook de rechten van toekomstige generaties moet vrijwaren.

Dit doet ze door rekening te houden met de draagkracht van de aarde en van natuurlijke hulpbronnen. Deze dienen zo efficiënt mogelijk te worden aangewend in duurzame productie- en consumptiepatronen en op een rechtvaardige manier worden verdeeld over de aarde.

Bij alle economische beslissingen moeten de wereldwijde gevolgen voor het leefmilieu en voor de behoeften van toekomstige generaties worden afgewogen. Behoeften dienen te worden begrepen als « essentiële behoeften ». De verschillende naties op de aarde zijn economisch en ecologisch van elkaar afhankelijk. Beslissingen, door de overheid in België genomen, die hun weerslag hebben op het gebruik van natuurlijke hulpbronnen en het leefmilieu, kunnen betekenisvolle gevolgen hebben op de leefomstandigheden en ontwikkelingsmogelijkheden in de rest van de wereld.

Het buitenlands beleid van de Staat, de gewesten en de gemeenschappen moet daarom gericht zijn op samenwerking, in internationaal verband, met andere naties en met internationale organisaties voor het nastreven van een duurzame ontwikkeling.

Een duurzame ontwikkeling is een ontwikkeling die uitgaat van een verantwoord en efficiënt gebruik van de natuurlijke rijkdommen en een sociaal rechtvaardige verdeling van de gecreëerde welvaart om hier en nu, elders en later in zoveel mogelijk essentiële behoeften voor alle wereldburgers te voorzien. Dit impliceert productie- en consumptiepatronen die de

consommation respectueux de la marge écologique disponible et de la capacité d'absorption de l'écosystème. Le développement durable suppose aussi un processus décisionnel démocratique, garantissant à chaque citoyen un accès à des informations essentielles, la faculté de participer aux prises de décisions et un accès à la justice pour faire valoir ses droits (1).

4. Conclusion

Le développement durable est un concept global à l'aune duquel il convient d'examiner chaque aspect de la politique des autorités publiques, c'est-à-dire de l'État, des communautés, des régions, des provinces et des communes. Ce concept doit non seulement être mis en œuvre dans la politique intérieure des pouvoirs publics, mais doit aussi être intégré dans la politique extérieure de l'État, des communautés et des régions. Son inscription dans la Constitution créera un cadre général pour la politique des pouvoirs publics. Elle permettra aussi de lancer un processus de sensibilisation. Le principe du développement durable est une orientation politique générale à laquelle on pourra confronter des normes concrètes pour voir si celles-ci ne s'y opposent pas (2).

Plusieurs pays, dont la Suisse, la Pologne, l'Afrique du Sud, la Thaïlande, le Timor-Oriental et le Qatar, ont déjà inscrit la notion de « développement durable » dans leur Constitution. D'autres pays sont actuellement en train de débattre de la question, notamment l'Allemagne, l'Estonie, la Norvège, le Kenya et le Malawi.

Le développement durable est un objectif de la coopération européenne, qui est décrit aux articles 2 et 6 de la version consolidée du traité instituant la communauté européenne (traité de Nice (3)). Le traité établissant une Constitution pour l'Europe (Rome, 29 octobre 2004) dispose en son article I.3, qui concerne les objectifs de l'Union européenne, que : « l'Union œuvre pour le développement durable de l'Europe fondé sur une croissance économique équilibrée et sur la stabilité des prix, une économie sociale de marché hautement compétitive, qui tend au plein emploi et au progrès social, et un niveau élevé de protection et d'amélioration de la qualité de l'environnement. Elle promeut le progrès scientifique et technique. »

(1) En ce qui concerne la politique environnementale, l'accès à l'information, la participation au processus décisionnel et l'accès à la justice ont été précisés dans la Convention d'Aarhus (1998). Cette convention a depuis été transposée en directive européenne (directive 2003/4/CE).

(2) Réponse du ministre des Réformes institutionnelles, 5^e session de la 50^e législature (doc. 50-2389/003).

(3) Version consolidée du Traité sur l'Union européenne.

beschikbare milieugebruiksruimte en de draagkracht van het ecosysteem respecteren. Duurzame ontwikkeling behelst ook een democratisch besluitvormingsproces, waarbij elke burger toegang moet hebben tot essentiële informatie, de mogelijkheid deel te nemen aan de besluitvormingsprocessen en de toegang tot de rechter om zijn rechten af te dwingen (1).

4. Besluit

Duurzame ontwikkeling is een allesomvattend beginsel waaraan elk aspect van het beleid van de overheid, dus van de Staat, de gemeenschappen en de gewesten, de provincies en de gemeenten, moet worden getoetst. Het moet niet enkel worden geïmplementeerd in het binnenlands beleid van de overheid maar moet ook worden geïntegreerd in het buitenlandse beleid van de Staat, de gewesten en de gemeenschappen. Door dit beginsel in te schrijven in de Grondwet wordt een algemeen kader geschapen voor het beleid van de overheid. Tevens wordt een bewustwordingsproces op gang gebracht. Het principe van duurzame ontwikkeling is een algemene beleidsoriëntatie waar concrete normen aan kunnen worden getoetst in die zin dat ze er geen afbreuk aan mogen doen (2).

Enkele landen, zoals Zwitserland, Polen, Zuid-Afrika, Thailand, Oost-Timor en Qatar voerden reeds het begrip « duurzame ontwikkeling » in hun Grondwet in. Andere landen voeren er momenteel een debat over — zoals onder andere Duitsland, Estland, Noorwegen, Kenia, Malawi.

Duurzame ontwikkeling is een doelstelling van de Europese samenwerking, zoals omschreven in de artikelen 2 en 6 in de geconsolideerde versie van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap (Verdrag van Nice) (3). In het Verdrag tot vaststelling van een Grondwet voor Europa (Rome, 29 oktober 2004) werd het opgenomen in artikel 3 bij de doelstellingen van de Europese Unie: « De Unie zet zich in voor de duurzame ontwikkeling van Europa, op basis van een evenwichtige economische groei, van een sociale markteconomie met een groot concurrentievermogen die gericht is op volledige werkgelegenheid en sociale vooruitgang, en van een hoog niveau van bescherming en verbetering van de kwaliteit van het milieu. De Unie bevordert wetenschappelijke en technische vooruitgang ».

(1) Voor het milieubeleid werd het recht op informatie, participatie in de besluitvorming en toegang tot het gerecht verder gespecificeerd in het Verdrag van Aarhus (1998). Dit verdrag is inmiddels in een Europese richtlijn omgezet (Richtlijn 2003/4/EG).

(2) Antwoord van de minister van Institutionele Hervormingen, 5e zitting van de 50e zittingsperiode (DOC 50 2389/003).

(3) Geconsolideerde versie van het Verdrag betreffende de Europese Unie.

La Constitution européenne cite aussi explicitement le développement durable comme étant l'un des objectifs de la politique extérieure de l'Union : « Dans ses relations avec le reste du monde, l'Union affirme et promeut ses valeurs et ses intérêts. Elle contribue à la paix, à la sécurité, au développement durable de la planète, à la solidarité et au respect mutuel entre les peuples, au commerce libre et équitable, à l'élimination de la pauvreté et à la protection des droits de l'homme, en particulier ceux de l'enfant, ainsi qu'au strict respect et au développement du droit international, notamment au respect des principes de la charte des Nations unies. »

La présente proposition insère un titre I^{er} *bis*, contenant un article 7*bis*, dans la Constitution. Cet article donne de la notion de « développement durable » la même définition que celle qui figure au programme « Action 21 » voté à Rio de Janeiro. L'idée qui sous-tend cette notion est que c'est aux générations actuelles qu'il incombe, dans le cadre de leur développement, de veiller, à sauvegarder les possibilités de développement des générations futures. L'État, les communautés, les régions, les provinces et les communes doivent, à cet effet, pourvoir aux besoins sociaux, économiques, écologiques et démocratiques actuels, sans compromettre le développement futur. Ils doivent intégrer ce principe dans leur politique nationale comme dans leur politique extérieure et permettre à chaque citoyen belge d'être associé aux processus décisionnels qui ont trait à ces questions.

*
* *

Tevens voorziet de Europese Grondwet duurzame ontwikkeling ook uitdrukkelijk als een doelstelling van haar buitenlands beleid : « In de betrekkingen met de rest van de wereld handhaaft de Unie haar waarden en belangen en zet zich ervoor in. Zij draagt bij tot de vrede, de veiligheid, de duurzame ontwikkeling van de aarde, de solidariteit en het wederzijds respect tussen de volkeren, de vrije en eerlijke handel, de uitbanning van armoede en de bescherming van de mensenrechten, in het bijzonder de rechten van het kind, alsook tot de strikte eerbiediging en ontwikkeling van het internationaal recht, met inbegrip van de inachtneming van de beginselen van het Handvest van de Verenigde Naties ».

Dit voorstel voegt een titel *Ibis* en een artikel 7*bis* toe aan de Grondwet. Dit artikel definieert het begrip « duurzame ontwikkeling » zoals het ook in Agenda 21 van Rio de Janeiro wordt omschreven. Kernbegrip is de verantwoordelijkheid van de huidige generaties om bij hun ontwikkeling ervoor te zorgen om de mogelijkheden tot ontwikkeling van toekomstige generaties te vrijwaren. Daartoe moeten de Staat, de gemeenschappen en de gewesten, de provincies en de gemeenten voorzien in de sociale, economische, ecologische en democratische behoeften die er nu zijn, zonder de ontwikkeling in de toekomst in het gedrang te brengen. Zij moeten dit doen in hun binnenlands en buitenlands beleid en moeten de mogelijkheid voorzien voor elke Belg om in de besluitvormingsprocessen ter zake te worden betrokken.

Bart MARTENS.
Fauzaya TALHAOUI.

*
* *

PROPOSITION

Article unique

Il est inséré dans la Constitution un titre I^{er}*bis*, contenant un article 7*bis*, rédigé comme suit :

« Art. 7*bis*. — L'État fédéral, les communautés et les régions, les provinces et les communes s'efforcent de mener, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des frontières nationales, une politique fondée sur les principes d'un développement durable, consistant à pourvoir aux besoins sociaux, économiques, écologiques et démocratiques des générations actuelles, sans mettre en péril ceux des générations futures.

Cela suppose un développement économique et social qui soit basé sur le respect de la capacité d'absorption de l'environnement, l'utilisation efficace des ressources naturelles, une répartition socialement équitable, une participation structurelle des citoyens aux processus décisionnels et des garanties en matière d'accès à la justice. »

21 décembre 2005.

VOORSTEL

Enig artikel

In de Grondwet wordt een titel *Ibis*, die een artikel 7*bis* bevat, ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 7*bis*. — De federale Staat, de gemeenschappen en de gewesten, de provincies en de gemeenten streven binnen en buiten de landsgrenzen een beleid na dat uitgaat van de principes van een duurzame ontwikkeling waarbij wordt voorzien in de sociale, economische, ecologische en democratische behoeften van de huidige generaties, zonder de behoeften van toekomstige generaties in het gedrang te brengen.

Dit veronderstelt een economische en maatschappelijke ontwikkeling die gebaseerd is op het respecteren van de ecologische draagkracht, het efficiënt gebruik van de natuurlijke hulpbronnen, een sociaal rechtvaardige verdeling, een structurele betrokkenheid van de burgers bij de besluitvorming en waarborgen inzake toegang tot het gerecht. »

21 december 2005.

Bart MARTENS.
Fauzaya TALHAOUI.